

Le problème du chômage continuera d'être grave au cours des prochains mois, monsieur l'Orateur. En moyenne, 6,5 p. 100 environ de l'effectif ouvrier national étaient en chômage et cherchaient du travail en 1958. En 1959, notre effectif ouvrier devrait augmenter d'environ 2,5 p. 100. Cela veut dire qu'en moyenne 9 p. 100 de notre main-d'œuvre seront sans emploi, à moins que la production nationale n'augmente. Il faudra donc, en 1959, une reprise rapide de cette production si nous voulons que le chômage soit réduit au niveau jugé normal. Les perspectives économiques pour 1959 présentées par les ministres ne font prévoir aucune reprise rapide de ce genre.

Nous pouvons donc nous attendre, et personne ne prend plaisir à le signaler, que le chômage demeurera en 1959 un grave problème. Cependant le discours du trône en fait à peine mention; il ne témoigne nullement qu'on se rend compte de la gravité de ce problème, tant sur le plan humain que sur le plan économique. En raison de la gravité du problème, j'espère que le premier ministre songera à interrompre le débat sur le discours du trône afin d'annoncer dès maintenant à la Chambre les mesures que le gouvernement se propose de prendre à cette fin. Le débat sur le discours du trône est important, mais le débat peut être remis à plus tard afin que nous puissions savoir sans retard ce que le gouvernement se propose de faire en vue de régler ce problème grave et persistant, ainsi que toutes les questions qui s'y rattachent.

Voilà pour le problème du chômage. Que dire maintenant du danger parallèle d'inflation, lui aussi à peine mentionné dans le discours du trône? Ce danger, monsieur l'Orateur, avec tout ce qu'il signifie pour le bien-être de tous les citoyens du pays, s'aggrave de plus en plus. L'indice des prix à la consommation est passé d'une moyenne de 121,9 en 1957 à 126,2 en décembre 1958, soit une hausse de 3,5 p. 100, et cela non pas en période de prospérité et d'expansion, mais en période de régression.

Dans une année, monsieur l'Orateur, les vieillards pensionnés ont perdu environ \$2 de l'augmentation de \$9 que leur a accordée le gouvernement, et bientôt cette hausse disparaîtra totalement. Je vois le premier ministre qui griffonne. Je sais ce qu'il va dire. Il va dire: "Vous ne leur avez pas accordé \$9, vous leur avez donné \$6." Le premier ministre leur a donné \$9, mais ils vont tout perdre avant les prochaines élections.

L'hon. M. Starr: Est-ce un espoir que vous formulez?

[L'hon. M. Pearson.]

L'hon. M. Pearson: Certes non. C'est un calcul appuyé sur des faits, une mise en garde incitant le gouvernement à faire quelque chose à ce sujet.

L'hon. M. Starr: Vous l'avez dit avec joie.

L'hon. M. Pearson: Si mon honorable ami et son gouvernement prennent des mesures au sujet du coût de la vie, cette possibilité sera peut-être écartée. S'ils n'en prennent pas, eu égard aux événements de l'an dernier, et si cela continue, ce que j'ai énoncé pourra malheureusement se produire, se produira.

L'hon. M. Starr: Pourquoi n'offrez-vous pas d'avis pratique, alors?

L'hon. M. Pearson: C'est votre affaire.

L'hon. M. Starr: Vous n'avez rien; vous n'aviez rien en 1954 et en 1955, et vous n'avez rien aujourd'hui.

L'hon. M. Pearson: Je rappelle à mon honorable ami qu'il fait maintenant partie du gouvernement. Or, sous le régime britannique de responsabilité parlementaire, il incombe au gouvernement du jour de soumettre des propositions pour régler la question. Pour ma part, monsieur l'Orateur, je signale les éléments de la situation. Les membres du gouvernement ne semblent pas les discerner. J'espère qu'une fois mis au courant des faits ils prendront des dispositions pour remédier au problème.

L'hon. M. Green: Avez-vous quelques idées?

L'hon. M. Pearson: N'en avez-vous pas vous-même?

L'hon. M. Starr: Vous êtes vide d'idée, comme toujours.

L'hon. M. Pearson: Monsieur l'Orateur, devant cette grave situation, le gouvernement semble tout à fait incapable de prendre une ligne de conduite ou même de juger laquelle de l'inflation ou de la régression est le plus grand danger. Le ministre du Commerce (M. Churchill),—pour être juste à son égard,—a cependant pris une décision. Il a jugé opportun de formuler une déclaration tout à fait extraordinaire, que je signale aussi en particulier au ministre du Travail (M. Starr). Il la trouvera intéressante. Lors de l'émission du 8 janvier que j'ai déjà mentionnée, le ministre du Commerce s'est vu poser la question suivante par le modérateur de la conférence de presse:

Lequel du chômage ou de l'inflation considérez-vous être la plus grande menace à notre économie en 1959?

Le ministre a répondu ce qui suit:

Ni l'un ni l'autre, à mon avis, ne menacera notre économie en 1959.

L'hon. M. Churchill: Je suis optimiste.